

Luc Boltanski

Sociologie et critique sociale : épuisement ou renouveau ?

L'épuisement de la critique ?

S'agissant de la critique, au sens où le terme est entendu dans les courants se réclamant de la gauche, la question principale que nous devrions, selon moi, aborder, est celle du peu d'effets de la critique dans la situation historique qui est actuellement la nôtre¹. Mais aussi, par contre coup, la question des réactions dangereuses et des dérives vers des positions venues de l'extrême droite que l'on peut, au moins en partie, imputer à l'inefficacité de la critique de

gauche. Ajoutons tout de suite que ces dérives affectent non seulement des groupes et des mouvements déjà positionnés à droite mais aussi des acteurs, individuels ou collectifs qui, tout en s'affirmant toujours « de gauche », tendent de fait, et, le plus souvent, de façon tacite, à infléchir leurs dispositions politiques de façon à incorporer, en les réinterprétant, des thématiques qui, il y a peu, auraient été considérées comme typiquement réactionnaires. Si l'on admet que la couleur politique d'une époque dépend, dans une large mesure, des limites qui bornent le champ de ce qui peut être dit publiquement ou, au contraire, de ce qui doit être tu ou euphémisé, c'est donc l'ensemble de la problématique aujourd'hui dominante — ou, si l'on veut, « hégémonique »² — qui se trouve affectée par la défaillance des formes critiques ayant marqué, surtout depuis l'essor du mouvement ouvrier, les identités et les postures contestataires.

L'inefficacité de la critique est particulièrement manifeste dans le cas de la critique du capitalisme. Cette dernière, à laquelle les sciences sociales ont largement contribué, a été très active durant les décennies 1960-1970, puis s'est trouvée quasiment réduite au silence durant les deux décennies suivantes.

Le silence de la critique dans les années 1980-1990

Il conviendrait d'abord d'analyser de façon détaillée et précise les raisons de cet épuisement. La plus évidente est, bien sûr, l'effondrement des croyances jusque-là investies dans la nécessité et dans la possibilité d'une révolution d'inspiration communiste, quel que soit le sens précis donné à ce terme (avec, par exemple, la distinction entre un communisme d'État et un communisme de conseils). Il a été associé au déclin, non plus relatif comme par le passé, mais, en quelque sorte *absolu*, des espoirs placés dans les pays dits du « socialisme réel ». Ou de l'espoir mis dans la capacité des régimes politiques qui étaient au pouvoir dans ces pays et qui se réclamaient, de façon largement abusive, du « communisme », à se « réformer », c'est-à-dire, en particulier, à se débarrasser de la terreur.

Mais la recherche des causes du déclin de la critique dans les années 1980-2000 ne peut s'en tenir à cette seule explication. Sans doute devrait-elle donner un poids équivalent à la réussite des manœuvres multiples par lesquelles le capitalisme est parvenu, à partir de la fin des années 1970, à surmonter les difficultés qu'il a rencontrées au cours des années qui ont précédé et suivi Mai 68. Parmi ces difficultés, il faut mentionner la baisse de la productivité, la montée en puissance des syndicats, l'extension de la contestation à des travailleurs dits « tertiaires » et le développement de la contestation étudiante, et surtout la baisse de la part revenant aux actionnaires dans le partage de la valeur ajoutée. Le capitalisme est parvenu à retrouver une nouvelle vigueur en se libérant des compromis qu'il avait été contraint de passer, au lendemain de la seconde guerre mondiale, avec les États-nations et, aussi, dans une certaine mesure, avec les forces se réclamant du mouvement ouvrier.

Ces déplacements du capitalisme — qu'il serait trop long de rappeler ici dans le détail —, ont eu pour effet, non seulement de relancer les profits des actionnaires et d'engendrer de nouvelles inégalités, mais aussi d'éroder profondément les syndicats et, plus généralement, le mouvement ouvrier. Ils ont permis ainsi, notamment par le truchement des délocalisations et de l'industrialisation de la finance, de libérer le capitalisme de la double contrainte qui pesait jusque là sur lui. Soit, d'une part, la contrainte ouvrière, allégée par les restructurations d'entreprise, l'externalisation et le chômage et, d'autre part, la contrainte fiscale, qu'il subissait au temps des compromis avec l'État social.

1. Ce que je vise ici est donc moins la faiblesse de la pensée critique, que pointe Philippe Corcuff, que son inefficacité, même dans les cas où elle serait pertinente (v. Philippe Corcuff, *La gauche est-elle en état de mort cérébrale*, Paris, Textuel, 2012).

2. V. Antonio Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position*, Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, Paris, La fabrique, 2011, particulièrement pp. 45-90.

Un retour de la critique dans les années 2000 ?

Toutefois, cette réduction de la critique au silence, que je viens d'évoquer, a été de courte durée. À la fin des années 1990 et plus encore dans les années 2000, la critique du capitalisme est redevenue très active. Se donnant pour tâche de comprendre les nouvelles structures managériales globalisées et les modes de gouvernementalité, qui leur étaient associées, y compris à des échelles locales, elle a surtout pris la forme d'une critique du libéralisme, et du néolibéralisme, compris comme une pathologie du capitalisme, plutôt qu'elle n'a remis en chantier la critique du capitalisme en tant que tel et la réflexion sur des alternatives au capitalisme. Cette nouvelle critique du néolibéralisme s'est trouvée confirmée et stimulée par la crise de 2007-2008.

Et pourtant, il faut bien reconnaître que ces nombreuses, et souvent pertinentes, recherches critiques n'ont affecté que de façon très limitée les processus et les dispositifs qui concourent au formatage de la réalité historique, qu'ils soient d'ordre politique, économique ou culturel. Et cela, que l'on se tourne *vers le bas* ou *vers le haut*.

Vers le bas, elles n'ont pas trouvé réellement d'écho dans les mouvements sociaux. Ces derniers, soit se sont maintenus sur les positions héritées du passé, qui avaient accompagné leur déclin, soit ne sont pas parvenus à se constituer sous des formes originales et offensives. En témoigne, par exemple, les difficultés rencontrées par les associations et mouvements de travailleurs précaires pour mettre en place des coordinations susceptibles de leur donner une identité et un poids collectif et d'accroître leur force dans les rapports de force avec les employeurs (dont l'État). On a assisté à des moments d'effervescence collective qui témoignent d'un mécontentement très général et très profond. Mais ils ont gardé un caractère sporadique et n'ont pas engendré, pour l'instant, de structures contestatrices stables.

Vers le haut, c'est-à-dire, du côté des instances dirigeantes, qu'elles se réclament de la droite ou de la gauche, les thèmes et les mots de la critique ont été fréquemment empruntés, mais sans que cela n'infléchisse de façon réelle et durable les politiques mises en œuvre. Dans la bouche des dirigeants, les mots de la critique sont demeurés des paroles verbales.

Écrits et paroles critiques, se réclamant souvent de la philosophie sociale ou des sciences sociales, mais aussi de la littérature, ont été lus et écoutées. Ils ont trouvé — comme on dit — un public. Mais, ne parvenant à modifier la réalité ni vers le bas, ni vers le haut, la critique est devenue un genre littéraire parmi d'autres et même une sorte de discipline universitaire. Pourtant, même cantonné dans l'arène des campus, son rôle est demeuré marginal. En témoigne, notamment, le faible poids des courants économiques dits hétérodoxes, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils prennent rarement des formes radicales, qui ne sont, néanmoins, pas parvenus à ébranler la puissance du *main stream* économique dont les idées majeures ont pourtant largement contribué à façonner les dispositifs économiques auxquels on impute, non sans raisons, certains des aspects les plus ravageurs de la présente crise.

Comprendre l'échec de la critique

Il ne peut y avoir de véritable relance de la critique si les raisons de son inefficacité actuelle ne sont pas soigneusement analysées. On peut suggérer quelques pistes.

Mentionnons, *vers le bas*, la coupure, tout à fait nouvelle dans l'histoire des deux derniers siècles — comme l'a bien souligné Razmig Keucheyan³ —, entre les penseurs critiques (au moins la plupart d'entre eux), et les mouvements sociaux. A une longue période durant laquelle la pensée critique se voulait d'abord une mise en forme et une interprétation des revendications issues des mouvements sociaux a succédé une autonomisation de la critique, considérée, quasiment, comme une sorte d'art trouvant, en lui-même, sa finalité. Une critique pour la critique comme on parle « d'art pour l'art », souvent hautaine et enfermée dans les débats internes du champ critique, avec ses tensions entre penseurs concurrents. La nébuleuse critique a ainsi pris la forme paradoxale d'une « avant-garde » de maîtres penseurs (forme pourtant largement mise en cause, au lendemain de Mai 68) mais sans arrière-garde et sans troupes.

Vers le haut, s'agissant de comprendre le statut actuel de la critique, sans doute faudrait-il porter l'attention sur les nouvelles formes de gouvernementalité qui se sont établies au cours des dernières décennies. Une des spécificités du *mode de domination gestionnaire* qui s'est mis en place en Europe est peut-être,

3. Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche : une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, Zone, 2010.

précisément, sa capacité de tolérance à l'égard de la critique à condition, précisément, qu'elle demeure cantonnée dans l'ordre du discours sans que ses conséquences pratiques ne soient même envisagées. Aux formes anciennes de pouvoir, qui craignaient la critique, et qui, de ce fait, cherchaient à l'entraver, se sont substitués des modes de gouvernance capables, d'un côté, d'incorporer certains éléments de la critique, soigneusement sélectionnés et surtout d'en manier le vocabulaire. Et, de l'autre, de lui opposer sans cesse l'épreuve, supposée réaliste, de la *nécessité*, c'est-à-dire d'une réalité sensée régie par des forces, dont la nature totalement systémique et impersonnelle serait telle qu'il serait irresponsable et vain de vouloir leur échapper.

Dans cette logique, ceux qui se proclament les *responsables* du cours des choses et dont les volontés se manifestent avec efficacité en prenant appui sur les dispositifs policiers (le sens étant pris dans un sens large ou, si l'on veut, foucaldien) peuvent légitimer leurs interventions en tenant un double langage. C'est-à-dire en affirmant, en même temps, qu'ils sont en charge de tout, et qu'ils ne sont responsables, *en fait*, de rien du tout, le pouvoir qui leur a été conféré, notamment par le suffrage universel, leur donnant comme seule tâche *raisonnable* d'accompagner les effets des forces systémiques qui s'imposent à eux-mêmes, comme elles s'imposent « à tous ». Mais, bien sûr, surtout quand ils se réclament de la gauche, de le faire *au mieux*, c'est-à-dire avec la plus grande « humanité » possible à l'égard de ceux que l'on appelle désormais « les plus pauvres » et qui sont les premiers à faire les frais des mesures qu'ils édictent.

À la différence des modes classiques de domination, facilement poussés à la brutalité, ces nouvelles formes se caractérisent donc par une intelligence beaucoup plus élevée des mécanismes de la puissance, puisée, au moins pour une part, dans les sciences sociales les plus sophistiquées, souvent incorporées dans les dispositifs de management. Elle permet à ces pouvoirs, non plus de se maintenir en s'opposant au changement, mais de faire de changements traités, à la fois, comme s'imposant depuis une nécessité externe et comme l'expression d'une volonté prenant appui sur la compétence des experts, l'instrument le plus efficace de la domination⁴.

La critique du néo-libéralisme

L'un des effets positifs de la critique du néolibéralisme, telle qu'elle s'est trouvée déployée au cours des dix dernières années, a été de mettre en lumière les changements introduits dans le fonctionnement de l'État et des services publics par l'importation de logiques managériales (telles que le *benchmarking*, la comptabilité analytique, la contractualisation des relations entre acteurs, l'emploi temporaire et précaire, etc.). Ces dernières, d'abord inventées et mises en œuvre dans de grandes entreprises globalisées, fréquemment d'origine anglo-saxonne, ont été adaptées à la gestion publique en Grande-Bretagne sous le gouvernement de Margaret Thatcher, avant d'être reprises en France, surtout à partir des années 2000⁵.

Mais on peut reprocher, toutefois, à cette critique d'avoir, en nombre de cas, cherché à identifier les changements en cours en opposant aux dérives actuelles de l'État, une vision, reconstruite après coup et idéalisée, des formes étatiques qui auraient, en France, précédé l'importation du « *new public management* ». Cela au prix d'un oubli des nombreuses, et souvent pertinentes, critiques de l'État qui avaient été proposées, notamment depuis les sciences sociales, dans les années 1960-1970, c'est-à-dire avant le tournant néo-libéral⁶.

Les effets négatifs de cette amnésie sélective et de cette reconstruction d'un modèle idéalisé de l'État français « républicain », comme incarnation du bien commun, censé avoir précédé les dérives actuelles de l'État, colonisé par les logiques néo-libérales importées depuis les pays anglo-saxons via les institutions européennes de Bruxelles, ont été, au moins, de deux ordres.

Ils ont, d'une part, recentré la critique du capitalisme sur l'opposition entre le privé et le public, entre les logiques managériales, largement vilipendées, et les logiques étatiques, supposées appelées à jouer un rôle salvateur, non, bien sûr en s'opposant au capitalisme, mais en l'« encadrant » voir, en le « moralisant » (comme si le capitalisme pouvait supporter un autre régime moral que le libéralisme économique). Or, c'est ignorer que la crise actuelle est, à la fois, une *crise du capitalisme* et une *crise de la forme État*⁷. Le capitalisme semble avoir, pour le moment, surmonté la situation de crise, dans laquelle il se débat depuis plusieurs décennies, en la transférant sur les sociétés — avec la conjonction actuelle d'un capitalisme florissant et de sociétés de plus en plus inégalitaires rongées par le chômage et la précarité.

4. Sur le mode de domination gestionnaire v., notamment, Luc Boltanski, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard, 2009, pp., 190-202.

5. V. Pierre Lascaumes, Patrick Le Galèq (eds.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences-po, 2005.

6. Pour un rappel de ces critiques v. Pierre Bourdieu, *Sur l'État. Cours au Collège de France, 1989-1992*, Paris, Seuil, 2012.

7. V. Nancy Fraser, *Scales of Justice: Reimagining Political Space in a Globalized World*, New York, Columbia UP, 2009.

La situation de déséquilibre dans laquelle le capitalisme se trouve pris, demeure, néanmoins, persistante, entraînant, à sa suite, une crise de la forme État, caractérisée, notamment, par la difficulté croissante des États à rendre effective et crédible l'exigence de souveraineté qui constitue pourtant le fondement de leur légitimité. Le développement du capitalisme, au niveau mondial, et celui de la forme État-nation ont été — comme l'ont montré de nombreuses analyses historiques —, à la fois relativement indépendants et concomitants. Ces deux types d'entités, la première, fondée sur des *flux* délocalisés, la seconde sur des *territoires* protégés par des frontières nationales, et supposés homogènes, ont toujours entretenu des relations complexes. Elles ont été marquées, indissociablement, par la coopération et par le conflit, en fonction, notamment de la capacité des États à prélever l'impôt, non seulement sur les personnes, mais surtout sur les sociétés, qu'elles soient tournées vers l'industrie, le commerce ou la finance. Dans la situation présente, c'est largement en se donnant les moyens de se soustraire à l'impôt, que le capitalisme est parvenu à surmonter la crise qui l'affecte, mais cela en la transférant sur les États dont le principe de souveraineté est largement entamé par la nécessité dans laquelle ils se trouvent de recourir à l'emprunt sur les marchés financiers. Or aucune perspective crédible ne permet de penser que les États soient actuellement en mesure de modifier cette situation à leur avantage, ni même, d'ailleurs, qu'ils soient réellement disposés à le faire, au-delà des vœux pieux délivrés à l'issue des grands forums internationaux.

La dérive de la critique du libéralisme économique vers la critique du libéralisme politique

Le second type d'effets exercés par la façon dont a été menée, en nombre de cas, la critique du néolibéralisme, a été d'ouvrir la voie à un déplacement, depuis la critique du *libéralisme économique*, vers une critique généralisée du *libéralisme politique*, qui constitue pourtant un héritage en partie indépassable des démocraties modernes et d'ailleurs aussi de la gauche, y compris dans ses expressions les plus radicales. En France, cet antilibéralisme a souvent été travesti sous l'idiome du *républicanisme*. Ont pu ainsi tendre à se rejoindre en se renforçant l'un par l'autre, deux types de critiques du libéralisme. Le premier, venu de la gauche, qui met l'accent sur les inégalités sociales suscitées par les logiques économiques libérales. Le second, venu de la droite traditionaliste, qui met au premier plan la critique des libertés individuelles au nom d'exigences de nature moraliste et/ou nationalistes, souvent exprimées dans un langage organiciste et populiste.

De cette rencontre est en train d'émerger ce que l'on peut qualifier de nouvelle idéologie dominante, ou de *néo-conservatisme à la française*. Il est marqué, *à la fois*, par l'anticapitalisme (à la différence du néo-conservatisme américain), par le moralisme et par la xénophobie. Il se concentre, de façon quasi obsessionnelle, sur la question de l'identité nationale, avec l'opposition entre le vrai (et bon) peuple de France et les émigrés des banlieues, amoraux, violents, dangereux et surtout désireux de profiter abusivement des « bienfaits » de ce qui demeure de l'État-providence. Il réclame le renforcement des formes culturelles les plus « nobles » (auxquelles sont opposées les « élucubrations » de la contre-culture), et dénonce la faiblesse des démocraties, dont la tolérance confinerait au laxisme, avec pour conséquence la demande d'un renforcement des pouvoirs de police.

Cette idéologie, dans ses expressions les plus marquées, est, bien sûr, celle que véhiculent les partis de la droite extrême, comme le Front National. Mais il faut bien admettre qu'elle tend à contaminer, sous des formes plus euphémisées, nombre de discours et de pratiques qui se réclament non seulement de la droite traditionnelle mais aussi, dans un nombre non négligeable de cas, de la gauche. Et cela non seulement dans les propos de porte-parole politiques, soucieux de séduire des électeurs potentiels qui tendent à leur échapper, mais aussi, ce qui est plus inquiétant encore, dans certains développements de la gauche intellectuelle.

En témoignent les nombreux textes, publiés ces dernières années, aux confins de la philosophie sociale ou politique et des sciences sociales, qui mettent l'accent sur la recherche nécessaire des « limites » ; sur les exigences du « vivre ensemble » considéré uniquement d'un point de vue moral (celui de la « politesse ») et non sous celui de ses conditions effectives de réalisation ; sur les effets délétères de la critique [de « tout et de n'importe quoi »]. Ou encore sur la nécessaire identification de « nos vraies valeurs », le « nous » en question, le plus souvent enveloppé de brumes, pouvant faire implicitement référence tantôt à « nous les occidentaux », tantôt à « nous les nationaux », tantôt, à « nous les intellectuels dépositaires d'un héritage ancestral » face à un monde menacé de débâcle. On ne passe pas très loin des déplorations à la Spengler sur « le déclin de l'occident », si souvent copiées dans les années 1930 dans la droite fascisante.

A un temps, celui des années 1960-1970, attaché à *déconstruire* les valeurs traditionnelles, étiquetées comme « bourgeoises », et d'ailleurs largement disqualifiées du fait de leur arraisonement par les régimes fascistes, cléricaux ou vichystes (et d'ailleurs, aussi bien, stalinien), s'est substituée ainsi une période de *restauration*

des valeurs. Elle trouve un appui dans la dénonciation, quasi unanime, des supposés dégâts imputés à Mai 68, accusé d'avoir propagé le mépris à l'égard des institutions, des héritages et même de la sacro-sainte vérité, qu'il faudrait défendre contre les effets délétères du « relativisme », dont l'essor des sciences sociales, au cours des années 1960-1970, est tenu pour largement responsable.

Pour le dire en réutilisant certaines des catégories proposées dans *Le nouvel esprit du capitalisme*⁸, l'offensive historique menée depuis trente ans, contre la critique de gauche, dénoncée comme gauchisme irresponsable, s'est faite en deux temps. Au cours d'une première phase, à la fin des années 1970 et dans les années 1980, c'est surtout la *critique sociale*, portée par le mouvement ouvrier, qui a constitué l'adversaire privilégié. L'offensive a pris alors appui pour l'essentiel sur une dénonciation du « collectivisme » et sur des arguments faisant référence à la nécessité économique, mais aussi sur une conception étroite, et formelle, de la démocratie. Cette offensive contre la critique sociale est allée de paire avec une relative tolérance, au moins de façade, à l'égard de ce que nous avons appelé — dans *Le nouvel esprit...* —, la *critique artiste*. Mais, une fois les mouvements sociaux réduits à l'impuissance, l'offensive contre les avancées de Mai 68 a été menée cette fois au nom de la morale, de la famille, de la nation, de la culture et de l'effort. Elle s'est retournée alors contre la critique artiste, c'est-à-dire contre les demandes d'émancipation et les exigences libertaires qui ont été, depuis le XIX^e siècle, portées surtout par des mouvements intellectuels ou artistiques (et, au premier chef, le surréalisme et le situationnisme).

Le renouveau de la critique sociale

Une relance de la critique doit, selon moi, repartir d'un approfondissement du diagnostic que je viens d'esquisser — et que certains ne manqueront sans doute pas de juger schématique et cavalier —, c'est-à-dire d'une analyse des raisons pour lesquelles la critique se trouve aujourd'hui cantonnée dans les arènes universitaires, et dans une position défensive dont l'un des effets est d'inhiber sa force de propositions.

Cette relance suppose d'une part que la réflexion critique se rapproche des expérimentations sociales actuelles les plus novatrices et les plus radicales, c'est-à-dire de celles qui engagent des personnes dans la recherche de nouvelles formes de vie, de coopération (de coopératives) et de lutte. Elles existent, certes, même si elles trouvent rarement un relais dans les médias ou dans la littérature essayiste. Cela nécessite que les chercheurs et les analystes soucieux d'accompagner les projets critiques fassent modestement leur travail, c'est-à-dire, concrètement, abandonnent la contemplation fascinée de leurs téléviseurs, où la « misère du monde » trouve un reflet déformé, pour aller aux choses mêmes. Qu'ils entreprennent ou poursuivent l'étude empirique, non seulement de la condition qui est celle, aujourd'hui, des plus démunis, mais aussi, ou surtout, des nouveaux dispositifs de pouvoir et de ceux qui les ont investis. C'est-à-dire, concrètement, que se développent les recherches — il faut bien l'admettre, de plus en plus difficiles à mener face à des centres de pouvoir de plus en plus fermés —, sur les nouveaux contours des classes dominantes, à la fois enracinées localement et globalisées.

Une démarche de ce type ne peut aboutir que si elle se donne pour objet l'analyse critique *conjointe* des deux forces qui, depuis le XIX^e siècle, ont joué un rôle historique prépondérant. Soit, d'une part, celle du capitalisme et de ses évolutions récentes et, d'autre part, celle de la forme État-Nation. Ces deux modes de gouvernance en interaction sont, à la fois, au sommet de leur puissance et, profondément en crise. Le travail de réflexion critique devrait, en priorité, se donner pour objectif d'esquisser les contours du monde vivable qui pourrait se dessiner à l'issue de ces crises. Il gagnerait — selon moi —, à partir de la question, classique en sociologie, des règles et des sanctions et, plus précisément, de celle des inégalités face aux sanctions et face aux règles — qu'il s'agisse des lois édictées par les États ou des normes de « bonnes conduites » promues par les instances de management —, inégalités qui sont largement au principe d'un grand nombre d'autres asymétries qu'engendrent les instances sur lesquelles repose la sélection sociale. Elles concernent, par excellence, la question de la propriété et aussi celle de l'attribution des accomplissements, qu'ils soient loués pour leur réussite ou traités comme des échecs⁹.

La tâche que l'on vient d'évoquer est difficile, particulièrement pour la sociologie, tant les formes originelles de cette approche disciplinaire, son armature conceptuelle et même son projet, se sont trouvés liés, à la fin du XIX^e siècle, au développement des États-nations et à celui des modalités industrielles du capitalisme. C'est dire que la sociologie, si elle veut devenir ou redevenir réellement critique, doit entreprendre aussi un travail d'autoréflexion. Cela, d'abord, pour se libérer des tâches d'expertise dans laquelle les instances dirigeantes

8. *Le nouvel esprit du capitalisme*, Luc Boltanski, Eve Chiapello, Gallimard, 1999.

9. V. sur ce point, Luc Boltanski, *De la critique*, op.cit. pp. 213-230.

entendent la cantonner. Mais aussi, ou surtout, pour réélaborer profondément ses concepts et son langage de façon à se redonner les instruments — de l'ordre, à la fois, de la capacité technique et de la légitimité intellectuelle —, nécessaires pour réélaborer des cadres globaux d'analyse.

Des cadres de ce type sont indispensables pour dépasser la simple description des états de choses empiriquement constatés, et pour les soumettre à une appréciation critique. La critique est en effet impossible à mettre en œuvre, ou seulement de façon très limitée, si elle ne se donne pas les moyens de considérer le cours de la vie sociale depuis une position d'*extériorité* — ne serait-ce que sous la forme d'une expérience de pensée. Or cette extériorité, à partir de laquelle les situations sont interprétées, souvent pour en dénoncer l'arbitraire, mises en relations les unes avec les autres et totalisées, ne se présente jamais comme un donné, mais doit être construite, parfois à contre courant des évidences faciales, en prenant appui sur un appareil conceptuel original. C'est seulement à ce prix que la sociologie pourra se réapproprier, dans la nouvelle situation historique qui est aujourd'hui la nôtre, le projet, qui fut celui des fondateurs de cette approche, consistant à *donner sens à des événements en les rapportant à des totalités*¹⁰. On n'a peut-être jamais autant eu besoin de « grands récits ».

10. V. Aurélien Berlan, *La fabrique des hommes. Retour sur le présent avec Tönnies, Simmel et Weber*, Paris, La Découverte, 2012.